

AGENTS DES IMPOTS

LES RAISONS DE LA COLERE

Emplois : de véritables « plans sociaux »

- Impôts/Trésor = plus de 13000 postes supprimés de 2000 à 2008
- le ministre en annonce 60000 de plus dans les années à venir



Nous savons raison garder et si les plans sociaux de nombreuses entreprises ont souvent une dimension plus dramatique, c'est bien des emplois d'hier et de demain dont nous parlons. Ce sont plus de 70000 emplois que vous n'occuperez pas, ni vos enfants qui sont pourtant si nombreux à s'inscrire aux concours de la Fonction Publique.

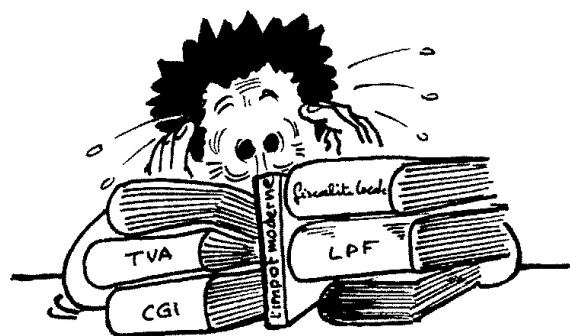
Gardez vous d'un jugement trop simpliste qui consisterait à penser qu'un poste supprimé aux impôts, ce serait autant d'ennuis en moins. Bien au contraire, la diminution du nombre de postes c'est moins d'accueil, moins d'attention sur les dossiers, moins d'écoute des problèmes sociaux. A l'inverse c'est plus de concentration des services, plus de contraintes sur les revenus les plus identifiants, notamment les salariés et plus de « liberté non surveillée » pour les plus fortunés.

Service Public : fusion Impôts/Trésor, le leurre de « l'interlocuteur fiscal unique » :

- le but réel c'est de concentrer les services pour supprimer les sites et les emplois et désengager l'Etat de ses missions
- la justice fiscale, élément essentiel de la justice sociale en sera d'autant plus mise à mal et nous le paierons tous au prix fort

Quand vous allez dans un magasin de bricolage si vous souhaitez un renseignement sur la peinture, vous n'allez pas au rayon jardinage. Pourquoi en irait-il différemment avec une matière aussi complexe que la fiscalité ?

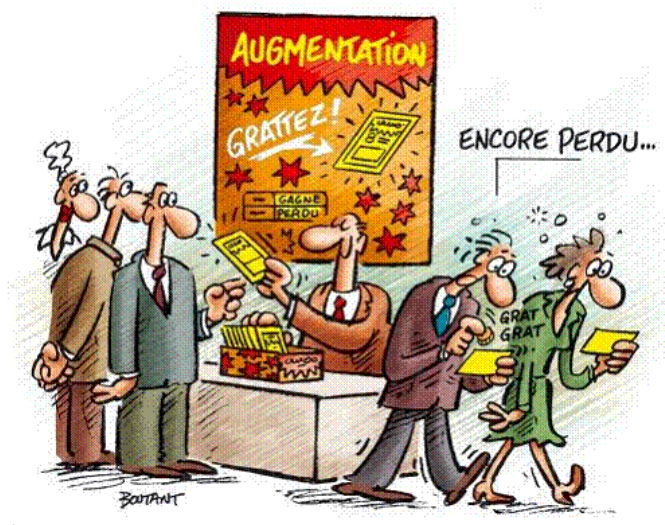
La réalité c'est qu'avec la fusion des Impôts et du Trésor, vous trouverez de plus en plus difficilement un réel interlocuteur, disponible, qualifié et responsable comme vous reconnaissez le rencontrer aujourd'hui. La réalité c'est qu'entre une loi fiscale de plus en plus injuste et un commandement unique pour asseoir, contrôler et recouvrer l'impôt, nous pouvons craindre une dérive comptable et clientéliste. L'humanisme et la neutralité seront sans aucun doute absents de cette structure.



Pouvoir d'achat : ce n'est pas chez les fonctionnaires qu'il y a des privilèges.

Un agent des impôts et plus largement un fonctionnaire de catégorie C (50% des agents des impôts) touche à peine plus que le SMIC après avoir passé un concours très sélectif et vécu des années en région parisienne avant de retourner « au pays ». S'il veut progresser et donc gagner (un peu) plus, il devra passer un nouveau concours et repartir à nouveau en région parisienne. Pensez vous réellement que ce soit un privilégié ?

Un agent des impôts et plus largement un fonctionnaire a perdu ces dernières années près de 7% de pouvoir d'achat et pour ne prendre que cet exemple, en 2007 il n'aura eu au final que 0,8% d'augmentation correspondant à un rattrapage sur... l'année 2006 !!! Pensez vous réellement que ce soit un privilégié ?



Le gouvernement vous ment quand il annonce avoir augmenté les fonctionnaires de plus de 3% en 2008 parce qu'il globalise toutes les évolutions de carrière qui ne profitent chaque année qu'à une faible partie d'entre eux mais jamais à l'ensemble des agents sans distinction de leur ancienneté.

Les vrais privilèges nous savons bien aux impôts qu'il y en a. Pour ne prendre que cet exemple, quand l'Etat distribue au titre du bouclier fiscal 563 millions d'euros à seulement 18000 contribuables, où sont les privilégiés ? Nous savons qu'il y a de l'argent et que des solutions existent pour le redistribuer plutôt que de faire plusieurs milliards de cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

Ce 20 novembre 2007 certes nous défendons notre pouvoir d'achat. Mais nous défendons tout autant le service public et les valeurs qu'il représente. Soyez en persuadés, c'est aussi ... votre problème.